

→ Réussir, pour la France !

Juin 2015,



Bruno Le Roux
Président du groupe SRC
Assemblée Nationale

« Notre majorité
est mobilisée pour
remettre la France sur
de bons rails. »

Sommaire du quinquennat

LA GAUCHE AU RENDEZ-VOUS
DU PROGRÈS SOCIAL
PAGE 3

RÉUSSIR LE REDRESSEMENT
ÉCONOMIQUE ET FINANCIER
PAGE 4

REDONNER À LA FRANCE
SON RANG PARMIS LES NATIONS
PAGE 5

LE COMBAT SANS FAILLE
POUR LA SÉCURITÉ
PAGE 6

UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ
PAGE 6

UNE ACTION PUBLIQUE
DU XXIÈME SIÈCLE
PAGE 7

Crédits photos
Assemblée nationale
Présidence de la
République
Ministère de l'Intérieur
Mathieu Delmestre
Philippe Grangeaud

Madame, Monsieur,

Il y a maintenant 3 ans, une majorité de Français accordait sa confiance à François Hollande et à la gauche pour sortir la France des difficultés.

Après un quinquennat Sarkozy calamiteux marqué par la faillite morale, la gabegie financière et le déclin économique, une nouvelle page devait s'écrire. Education, industrie, emploi, protection sociale, finances publiques : de nombreux signaux étaient au rouge.

Dans ce contexte difficile, la gauche a œuvré pour concilier redressement économique et financier d'une part et protection de notre modèle social d'autre part.

Les Français ont fourni d'importants efforts pour mener à bien ce chantier indispensable et éviter à notre pays de subir une cure d'austérité comme certains de nos voisins européens.

Cette brochure témoigne de la densité et du sérieux de l'action entreprise depuis 2012. Sur tous les fronts, nous avons engagé des combats volontaristes pour relever les défis placés sur le chemin de la France. **Aujourd'hui, nous sommes en train de réussir.**

Les comptes publics sont redressés, notre appareil productif est soutenu par le nouveau pacte de confiance liant les entreprises et les travailleurs et la réorientation européenne facilite la reprise économique. Les résultats que nous espérons tous, notamment en matière d'emploi, vont suivre.

Dans le même temps, **des droits nouveaux ont été créés car le progrès social est ancré dans l'ADN de la gauche.** Reconnaissance de la pénibilité, compte personnel de formation, généralisation du tiers payant, extension du nombre de bénéficiaires de la complémentaire santé, nouvelle prime d'activité pour les travailleurs modestes et bientôt compte personnel d'activité figurent au rang des conquêtes sociales du quinquennat de François Hollande.

Madame, Monsieur,

Avec le 11 janvier, notre peuple, comme toujours dans son Histoire, a apporté la preuve éclatante de sa capacité à se relever face aux difficultés. **Cet esprit de résistance et ce refus de la résignation sont des atouts considérables.**

Dans un monde marqué par l'instabilité et des mutations extrêmement rapides, notre majorité est mobilisée pour remettre la France sur de bons rails.

Vous pouvez compter sur notre détermination et sur notre ténacité pour y parvenir.

Bruno Le Roux

Poursuivons notre action.

La gauche au rendez-vous du progrès social

Rétablir la retraite à 60 ans pour les carrières longues

L'UMP avait mis fin à la possibilité pour les travailleurs aux carrières longues de partir à la retraite à 60 ans. Un décret du 3 juillet 2012 a corrigé cette injustice. **250.000 Français** ont d'ores et déjà profité de cette mesure.

Prendre en compte la pénibilité au travail

Instauré le 1er janvier 2015, le compte pénibilité permet de réduire la durée de cotisation des travailleurs exerçant des métiers pénibles. Souvent promise ces dernières décennies, cette prise en compte devient effective grâce à la gauche.

Création du compte personnel d'activité

C'est un engagement du Président de la République : dès 2017, tout salarié aura en France un compte personnel d'activité regroupant le compte personnel de formation, le compte pénibilité et le compte épargne-temps. Ces droits seront comptabilisés sur ce compte et constituent une **véritable sécurité sociale professionnelle au service des travailleurs**.

Généraliser la complémentaire santé pour les salariés

Négociée avec les partenaires sociaux dans le cadre de l'ANI, la généralisation de la complémentaire santé pour tous les salariés est une avancée sociale majeure. Elle entrera en vigueur le 1er janvier 2016.

Etendre l'accès aux soins des plus précaires

Nous avons relevé les plafonds de ressources de nombreuses allocations pour en faire bénéficier un plus grand nombre de personnes : travailleurs précaires, familles et retraités modestes, **600.000 personnes supplémentaires** bénéficient de la CMU complémentaire et de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS).

Lutter contre le renoncement aux soins

D'ici à 2017, **le tiers-payant va être progressivement généralisé** pour tous les patients. Une manière efficace de renforcer notre modèle social et d'améliorer l'accès de tous à la santé.



Instaurer des droits rechargeables à l'assurance-chômage

Les droits rechargeables permettent, depuis le 1er octobre 2014, à un chômeur qui reprend un emploi de conserver ses droits anciens et ainsi de le prémunir contre les effets d'une fin précoce de son nouveau contrat.

Adapter la société au vieillissement

Pendant cinq ans, Nicolas Sarkozy a annoncé une loi sur le vieillissement qui n'est jamais venue. La gauche, elle, a engagé la mobilisation générale pour renforcer les moyens d'accompagnement de la dépendance et mieux prendre en compte les mutations engendrées par le vieillissement de la population. Une revalorisation conséquente de l'APA, de 19 à 30% selon le niveau d'autonomie, a été votée et concernera **700.000 personnes**, tandis qu'un droit au répit pour les personnes ayant à charge des proches en situation de dépendance a été institué.

Lutter contre la pauvreté

Après 10 années de gel sous la droite, de nombreux minima sociaux ont été relevés. Minimum vieillesse porté à 800 euros, revalorisation des petites retraites, **revalorisation du RSA de 10%** sur 5 ans (en plus de l'inflation), augmentation du complément familial et de l'allocation de soutien familial pour les familles monoparentales : la gauche soutient les plus fragiles.

Rétablir la progressivité de l'impôt

- 2015 : suppression de la 1ère tranche d'impôt sur le revenu permettant une **baisse de cet impôt pour 9 millions de ménages**
- création d'une nouvelle tranche à 45% pour les revenus supérieurs à 150.000 euros
- alourdissement de la fiscalité sur les revenus financiers
- plafonnement des niches fiscales
- fiscalisation des stock-options

***Et aussi :** plan handicap avec revalorisation de l'allocation adulte handicapé, allongement de la trêve hivernale jusqu'au 31 mars, caution locative étudiante, élargissement des tarifs sociaux de l'énergie, nouveau statut protecteur pour les stagiaires, prise en compte des congés maternité dans la durée de cotisation pour la retraite, hausse de 25% de l'allocation de rentrée scolaire, lutte contre les déserts médicaux, doublement du nombre d'étudiants bénéficiaires de bourses, rétablissement d'une aide médicale d'Etat pleine et entière, plan cancer 2014-2019,...*

LE CALENDRIER DU PROGRÈS SOCIAL

3 juillet 2012

Rétablissement de la retraite à 60 ans pour les carrières longues. 300.000 Français ont profité de cette mesure.

1er avril 2013

Prise en charge à 100% des soins liés à l'IVG.

1er octobre 2014

Instauration de droits rechargeables à l'assurance-chômage pour protéger le pouvoir d'achat des travailleurs aux parcours hachés.

1er janvier 2015

Création du compte-pénibilité réduisant la durée de cotisation-retraite de 3 millions de travailleurs.

Création du compte personnel de formation facilitant l'accès à la formation professionnelle de 17 millions de salariés et de chômeurs.

Suppression de la 1ère tranche de l'impôt sur le revenu : baisse de l'impôt pour 9 millions de ménages.

1er janvier 2016

Mise en place de la prime d'activité, simple d'accès, qui permettra à 4 millions de salariés modestes y compris les jeunes de bénéficier de l'équivalent d'un 13ème mois (fusion RSA activité / PPE).

Revalorisation de l'allocation personnalisée pour l'autonomie perçue par 700.000 personnes âgées dépendantes pour favoriser leur maintien à domicile (loi dépendance).

Généralisation de la complémentaire-santé à tous les salariés.

1er janvier 2017

Généralisation du tiers-payant permettant aux Français de ne plus avoir à avancer leurs frais médicaux.

Instauration du compte personnel d'activité.

Réussir le redressement économique et financier de la France



1 IMPÉRATIF : LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

Retour des politiques actives pour l'emploi

155.000 emplois d'avenir, 43.000 contrats de génération liant le destin professionnel d'un jeune à celui d'un senior, **zéro charge jusqu'à 1,6 SMIC**, plan de formation aux métiers en pénurie de main d'œuvre, lutte contre le détachement abusif : notre majorité mise sur le volontarisme pour relever le défi de l'emploi.

Soutenir les bas salaires

Trop complexes et lents, le RSA activité et la prime pour l'emploi sont fusionnés au 1er janvier 2016. La nouvelle prime d'activité offrira **l'équivalent d'un 13ème mois** à 5 millions de travailleurs gagnant jusqu'à 1.400 euros par mois. Elle bénéficiera aux jeunes qui étaient exclus des dispositifs précédents.

Renforcer la formation professionnelle

Depuis le 1er janvier 2015, il existe en France un compte personnel de formation. Chaque travailleur (y compris en perte d'activité) peut désormais faire valoir son droit à la formation et ainsi acquérir les savoir-faire nouveaux qu'il juge souhaitable pour la suite de sa carrière. Plus d'**1 million de personnes en bénéficient déjà**.

Favoriser l'apprentissage

Prime de 1.000 euros pour chaque apprenti supplémentaire dans les entreprises de moins de 250 salariés, de 2.000 euros dans celles de moins de 11 salariés et de 4.400 euros lorsque l'apprenti a moins de 18 ans : l'apprentissage est une priorité économique et sociale de tous les jours avec un objectif de 500.000 apprentis en entreprise à l'horizon 2017.

1 DEVOIR : ASSAINIR LES FINANCES PUBLIQUES

Maîtriser l'argent public, argent des Français

- L'héritage des années Sarkozy, ce sont plus de 2.000 milliards d'euros de dette publique qui pèsent sur les Français !
- Réduire la dépense publique avec un **plan d'économie de 50 milliards d'euros** jusqu'en 2017.
- Abaisser les taux d'intérêt soumis à la France. Pour la droite, la victoire de la gauche devait marquer le début de l'apocalypse financière. Il s'agit au contraire d'un sauvetage. Preuve du retour de la confiance en la signature française, **notre pays emprunte à 0.8% sur 10 ans**. Du jamais vu.

Lutte contre la fraude, l'optimisation et l'évasion fiscale

- En 3 ans, 8 milliards d'euros ont été collectés grâce à la lutte contre la fraude, l'évasion et l'optimisation fiscales.
- Une nouvelle loi permet de renforcer considérablement les moyens de l'administration et de la justice pour obtenir les montants détournés des comptes de la nation. Une fonction de procureur de la République financier a également été créée.
- **L'arsenal de lutte contre les paradis fiscaux a été considérablement renforcé** avec la renégociation des conventions

1 MOYEN : RELANCER LA PRODUCTION

Priorité à la compétitivité

Avec le pacte de responsabilité qui complète le CICE, un processus massif de baisse de la fiscalité pesant sur le travail a été enclenché. Cet effort de 41 milliards d'euros est placé au service de la compétitivité des entreprises et de l'emploi.

La nouvelle France industrielle

10 plans de reconquête industrielle ont été lancés pour positionner la France sur les produits et les marchés de demain. Ces plans très concrets (e-éducation, voitures consommant 2 litres aux 100 km, avion électrique, bornes de recharge, ...) mobilisent les énergies des entreprises, petites et grandes, de l'administration et des établissements de recherche pour permettre à la France de prendre de l'avance !

Placer le volontarisme politique au cœur de la politique économique

Lancement du chantier de la simplification, politique active de lutte contre les délocalisations, décret de protection des secteurs stratégiques, plan de sauvetage de l'industrie automobile française, diplomatie économique efficace (100 avions Rafale vendus), loi bancaire pour lutter contre la spéculation : avec la gauche, le temps du laisser-aller est révolu.

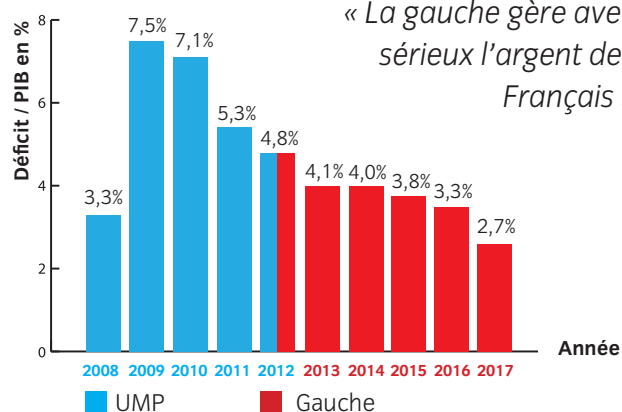
Miser sur l'investissement

Banque publique d'investissement disposant de 42 milliards d'euros pour soutenir le développement des entreprises, retour de l'investissement public dans les infrastructures (25 milliards d'euros sur 6 ans pour les Contrats de Plan Etat-Région, plan Juncker, transition énergétique, plan très haut débit), mesures fiscales de soutien à l'investissement des entreprises (amortissement), des collectivités (FCTVA) et des ménages (rénovation thermique de l'habitat).

avec les paradis fiscaux (Suisse, Andorre, Monaco, ...) et l'obtention des fichiers bancaires.

- La lutte contre les stratégies d'optimisation fiscale des multinationales (Facebook, Apple, Amazon, McDonald's) permet dès cette année de générer plusieurs centaines de millions d'euros de recettes supplémentaires.

LA VÉRITÉ SUR LES DÉFICITS PUBLICS



Redonner à la France son rang **parmi les nations**

Réorienter l'Europe : défi relevé

- Assouplissement de la politique de la Banque Centrale Européenne : programme de rachat sans précédent d'obligations d'Etat.
- Rééquilibrage de la parité entre l'euro et le dollar (**baisse de 25% de l'euro en un an**) favorable à la compétitivité et à l'emploi.
- La finance surveillée et maîtrisée grâce à l'Union bancaire qui permet de surveiller les 300 plus grandes banques du continent et lancement d'une coopération renforcée pour une taxe européenne sur les transactions financières
- Relance de l'investissement européen grâce au plan Juncker mobilisant plus de **315 milliards d'euros**.
- Sanctuarisation du budget de la PAC à hauteur de 64 milliards d'euros pour la France entre 2014 et 2020, priorité donnée à l'élevage et à l'emploi.

Construire une autre mondialisation respectueuse des peuples

• Sauver les négociations climatiques

Dans l'impasse depuis l'échec de la conférence de Copenhague, les négociations climatiques se poursuivent. Fin 2015, la France accueillera la COP21. Notre diplomatie est mobilisée pour construire des consensus permettant d'atteindre un accord contraignant pour enrayer les dérèglements climatiques.

• Secourir la République Centrafricaine

Le 5 décembre 2013, soutenue par un mandat des Nations Unies, la France est intervenue en RCA dans le cadre de l'opération Sangaris pour empêcher un génocide qui aurait fait de la RCA un nouveau Rwanda.

• Libérer le Mali

Le 11 janvier 2013, répondant à l'appel du peuple malien, François Hollande a lancé l'opération Serval. Conduite avec nos partenaires africains et européens, cette intervention a fait reculer les terroristes et offre un nouvel avenir aux Maliens dans une société pacifiée.

• Lutter contre « l'Etat islamique »

Le 1er août 2014, le Président de la République ordonne les premières frappes contre l'Etat islamique afin de protéger les populations locales et envoie début 2015 le Charles de Gaulle. La France est un des acteurs majeurs de la lutte contre le terrorisme international.

• Etre le moteur du dialogue israélo-palestinien

La France a apporté sa voix à l'octroi du statut d'Etat observateur non-membre de l'ONU lors d'un vote historique le 29 novembre 2012 à l'Assemblée générale des Nations unies. A l'initiative du groupe socialiste, républicain et citoyen, l'Assemblée nationale a adopté le 2 décembre 2014 une résolution pour la reconnaissance de l'Etat palestinien.



LA COP21

Une conférence sur le climat est organisée chaque année dans le cadre des Nations Unies. Elle s'assure notamment de la mise en place de la convention-cadre sur les changements climatiques. La COP21 se déroulera à Paris du 30 novembre au 11 décembre 2015 et prendra cette année une tonalité particulière. Dotée d'une législation de progrès en matière écologique, voix respectée dans le concert des nations, la France se doit d'être le fer de lance d'une vaste coalition pour prévenir les changements climatiques dans le monde. A cette occasion, elle mettra tout en œuvre pour accueillir les délégations du monde entier composées de **40.000 participants**, tout en y associant la société civile.

Mettre la France à l'avant-garde

• Assurer une transition énergétique audacieuse

Car c'est bien de l'avenir de la planète sur laquelle nos enfants vivront qu'il s'agit, la gauche porte une transition énergétique ambitieuse : réduction des émissions de gaz à effet de serre de 40% d'ici 2030 (par rapport à 1990), augmentation de la part des énergies renouvelables à 23% en 2020, crédit d'impôt pour mieux isoler les appartements et les maisons. **La croissance verte est une nécessité environnementale, un bienfait social et un moteur économique qui va créer des emplois !**

• Vers un service civique universel

Parce que beaucoup de jeunes se demandent ce qu'ils pourraient faire pour leur pays et parce que la solidarité est un moteur essentiel de l'intégration sociale, le Président de la République a fait du service civique universel pour les 16-25 ans l'un des grands chantiers du quinquennat. Ce dispositif est un succès qui a déjà bénéficié à 85.000 jeunes. **Objectif pour 2016 : 150.000 jeunes en service civique** dans le domaine associatif, sportif, culturel, territorial ou environnemental.

• Mettre la France au cœur des grands événements internationaux

Chacun se souvient de la liesse populaire qui a déferlé lors de la victoire des Bleus de 1998. On se souvient moins combien les expositions universelles accueillies par la France ont façonné Paris (le Grand Palais, la tour Eiffel) et alimenté le dynamisme national. Nous devons ressaisir cette chance pour notre pays. Voilà pourquoi la France accueillera l'Euro de football en 2016 et est candidate à l'organisation des JO de 2024 et de l'exposition universelle de 2025.

Et aussi : lutte contre le dumping social en Europe, 6 milliards d'euros pour l'emploi des jeunes, sauvetage de l'aide alimentaire européenne, négociation de l'accord sur le nucléaire iranien, médiation franco-allemande sur le dossier ukrainien, visite historique à Cuba, défense et accueil des chrétiens d'Orient,...

Une action publique du XXIème siècle



Créer l'École du XXIème siècle

Jusqu'en 2012, l'UMP a organisé le rétrécissement de l'école au détriment de la réussite des élèves. Avec Nicolas Sarkozy, c'était moins de classes, moins de temps scolaire et moins d'apprentissage pour les enfants de France.

La gauche, elle, a fait de l'école la priorité :

- création de 60.000 postes sur 5 ans
- réforme des rythmes scolaires au service de l'apprentissage des savoirs fondamentaux
- réforme du collège pour faire reculer l'échec scolaire
- refonte de la formation des enseignants
- lutte contre le décrochage qui touche 100.000 jeunes chaque année
- lancement des cours de code informatique

Après des années de déclin dans les classements internationaux, la France se donne les moyens de reconstruire une grande ambition éducative au service de la réussite du plus grand nombre.

Réussir la réforme territoriale

Reconfiguration de la carte des régions, renforcement des intercommunalités, rationalisation des compétences, création des métropoles : la réforme territoriale, c'est plus d'efficacité, de lisibilité et de responsabilité pour le développement harmonieux des territoires.

Assurer l'équilibre des régimes de retraite

Alors que le déficit prévisionnel de la branche retraites de la sécurité sociale allait atteindre 20 milliards d'euros en 2020, le gouvernement a engagé une réforme courageuse mettant à contribution entreprises, salariés et retraités de manière équilibrée. La solidarité intergénérationnelle, clé de voûte de notre modèle social, est ainsi préservée.

Protéger les consommateurs

- Bouclier tarifaire pour les usagers des banques.
- Régulation des clauses abusives (assurance, abonnements) et du commerce électronique.
- **Création d'une action de groupe** à la française pour permettre aux associations de consommateurs d'assigner en justice les professionnels commettant des abus de masse. Première action du genre : l'UFC – Que choisir attaque Foncia au nom des 318.000 locataires du parc privé géré par ce réseau.

Simplifier : moins de papiers pour plus d'efficacité

Montesquieu disait : « Les lois inutiles affaiblissent les lois nécessaires. » Un grand mouvement de simplification a été engagé par la gauche pour alléger les démarches administratives des citoyens et des entreprises. Simplifier, c'est gagner du temps, développer l'administration électronique, recréer de la confiance et de la fluidité. Un exemple : avant 2017, la simplification de la fiche de paie rendra ce document plus compréhensible et lisible.

Accompagner les territoires ruraux

Sur la période 2014-2020, les crédits européens pour la PAC et le développement rural en France atteindront 64 milliards d'euros grâce à la mobilisation de la majorité de gauche. **Multiplication par 3 du nombre de maisons de services publics, création de 800 maisons de santé**, prêt à taux zéro rural, revitalisation des centres-bourgs, salaire garanti pour les médecins s'implantant

dans des déserts médicaux, plan haut débit : le soutien à la ruralité est au cœur de notre action.

Gagner la bataille du logement pour tous

Aide à la construction de logements neufs, mise à disposition de terrains publics, soutien financier aux maires bâtisseurs, renforcement des obligations de mixité sociale, encadrement des loyers dans certaines métropoles : la majorité de gauche a enrayer l'explosion des prix des loyers et des charges constatée lors du quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Lutter contre la ségrégation sociale et territoriale

Mobilisation de 5 milliards d'euros pour rénover 400 quartiers au cours des 10 prochaines années, réforme de la géographie prioritaire en matière d'éducation, la majorité est mobilisée pour sortir des quartiers entiers de la pauvreté et du désespoir.

NOUVELLE CARTE DES RÉGIONS FRANÇAISES

Avec des régions plus grandes, moins inégalitaires, plus cohérentes pour peser au niveau européen et international, la nouvelle carte va devenir très concrète pour les Français au mois de décembre à l'occasion des prochaines élections régionales.



Et aussi : lutte contre la vie chère et décret carburant en Outre-Mer, loi d'avenir de l'agriculture conciliant productivité et respect de l'environnement, lancement du Grand Paris Express, réforme des professions réglementées, création d'une réserve citoyenne de l'éducation nationale, réduction du délai d'attente pour passer son permis de conduire, plan très haut débit, renforcement de la diversité dans les classes préparatoires, développement des bornes électriques, instauration d'un devoir de vigilance pour les entreprises internationales, lutte contre le gaspillage alimentaire...



Le combat sans faille pour la sécurité

Lutter contre le terrorisme

Suite aux attentats du mois de janvier, les moyens humains sont renforcés. **2.680 emplois supplémentaires consacrés à la lutte contre le terrorisme** sont prévus sur les 3 prochaines années (1.400 à l'Intérieur, 950 à la Justice, 250 à la Défense, 80 aux finances). Un effort budgétaire de 425 millions d'euros supplémentaires a également été décidé pour accompagner les forces de l'ordre dans leur mission de protection.

Renforcer les capacités de renseignement de la France pour lutter contre le risque d'attentat

Grâce à la nouvelle loi sur le renseignement, les Français seront mieux protégés car les services seront dotés des moyens nécessaires pour faire face aux défis auxquels notre pays est confronté. Ces nouvelles dispositions s'accompagnent de garde-fous pour protéger les libertés individuelles et empêcher les dérives.

La Défense, acteur de la sécurité nationale

La loi de programmation militaire issue du dernier livre blanc renforce la dimension de protection du territoire dans les missions conduites par les armées. La capacité de mobilisation des armées suite aux attentats de janvier illustre la pertinence de cette orientation. Le budget de l'armée est non seulement sanctuarisé mais également augmenté de plus de **3,8 milliards d'euros**.

Mieux combattre la délinquance

80 zones de sécurité prioritaires ont été créées pour mieux coordonner les moyens des acteurs de la sécurité. La République s'organise pour faire reculer la délinquance là où elle est la plus forte.

Lutter contre la récidive

La nouvelle politique pénale permet de doter le système judiciaire de nouveaux moyens pour améliorer l'efficacité des peines et lutter utilement contre la récidive grâce à un meilleur suivi des personnes condamnées.

Mettre fin à la casse de la police menée par Sarkozy

Rappelons qu'entre 2007 et 2012, près de 13.700 emplois de policiers et de gendarmes ont été supprimés, véritable hémorragie des effectifs et affaiblissement de la puissance publique. **Près de 2.000 recrutements supplémentaires** ont lieu en 2015 (dont 1.400 supplémentaires dans le cadre de la lutte contre le terrorisme).

Et aussi : stratégie nationale de cybersécurité, plan de lutte contre les cambriolages, nouveau code de déontologie de la police et de la gendarmerie, création d'un service statistique de sécurité indépendant, plan de lutte contre la mortalité routière, lancement du service militaire volontaire en métropole,...

L'OPÉRATION SENTINELLE

Les attentats de Paris en janvier 2015 appellent une protection renforcée de tous nos compatriotes. **10.500 militaires** sont déployés sur le territoire français pour veiller à notre sécurité. Ils protègent plus de **1.000 lieux sensibles** dont des lieux de culte, les gares, les musées ou les maisons d'édition. L'opération est déployée de manière pérenne comme en témoigne l'augmentation de près de 4 milliards d'euros du budget de l'armée, décidée par le Chef de l'Etat.



Une nouvelle société

Mariage pour tous

Grâce à la loi Taubira-Bertinotti, plus de **18.000 couples** de même sexe ont pu se dire « oui » devant leur maire. Malgré l'hostilité violente de la droite et de l'extrême droite, la majorité de gauche a mis en œuvre cet engagement du Président.

Egalité entre les femmes et les hommes

Réduction des inégalités professionnelles, lutte contre les violences et la précarité féminine, amélioration des conditions d'accès aux responsabilités : **la loi du 4 août 2014** est un progrès majeur pour l'égalité.

S'engager pour le respect de la dignité en fin de vie

L'espérance de vie a évolué et face à la douleur, les patients revendiquent un droit à la dignité. Désormais sont inscrits dans le marbre de la loi : le respect absolu des directives anticipées formulées par le patient, **un droit à la sédation profonde** jusqu'au décès avec l'arrêt de tous les traitements de maintien en vie pour ne pas prolonger artificiellement la vie d'un patient qui ne le souhaite pas.

Une vie politique plus transparente

La France était en retard en matière de transparence et de lutte contre la corruption. La loi sur la transparence de la vie publique change la donne. Création d'une haute autorité chargée de contrôler les responsables publics, déclaration de patrimoine obligatoire pour les principaux responsables publics, lutte contre les conflits d'intérêt : les nouveaux outils renforcent la démocratie.

Limiter le cumul des mandats

A partir de mars 2017 et malgré l'opposition de la droite, il ne sera plus possible pour un parlementaire de cumuler sa fonction avec un rôle exécutif (maire, adjoint, président, vice-président) dans une collectivité territoriale.

Une République plus sobre

Baisse de 30% des salaires du Président de la République et des ministres, plafonnement du nombre de membres de cabinets, limitation de 1 à 20 des salaires dans la fonction publique : **les années bling-bling sont bien finies**.

Soutenir la petite enfance

La démarche de notre majorité en la matière est de renforcer un système que le monde nous envie : celui de nos crèches et de l'école maternelle. Avec 822.000 naissances par an, la France est le champion européen de la natalité. **275.000 nouvelles places** pour les 0-3 ans vont être créées sur le quinquennat.

Et aussi : parité dans les conseils départementaux, plan de lutte contre le tabac, IVG (suppression du délai de réflexion et remboursement intégral), développement du dialogue social, rétablissement du délit de harcèlement sexuel,...

Face aux contre-vérités, nous apportons des réponses.

FAUX

On vous dit : « Le candidat François Hollande voulait faire reculer la finance. Des promesses non suivies d'effet. Tout cela, ce sont des mensonges. »

VRAI

Contre les spéculateurs, la gauche a pris des décisions fortes pour réguler la finance : création d'une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin) qui va s'étendre à toute l'Europe, droit de vote double dans les conseils d'administration pour les actionnaires stables (salariés notamment), loi bancaire pour séparer les activités spéculatives du financement de l'économie, création d'une union bancaire européenne pour surveiller les établissements financiers.

La lutte contre la fraude et l'évasion fiscale a permis de puiser des recettes nouvelles auprès des multinationales (Mc Do, Apple, Facebook, ...) et des évadés fiscaux (Suisse, Monaco, Andorre, ...)

FAUX

On vous dit : « A part le mariage pour tous, la gauche ne fait rien pour les gens. »

VRAI

Toute l'action de la majorité de gauche est tournée vers la protection de notre modèle social qui était menacé par la faillite financière des années Sarkozy. Des droits nouveaux ont été créés : rétablissement de la retraite à 60 ans pour les carrières longues, compte pénibilité pour les travailleurs aux métiers difficiles, compte personnel de formation, augmentation du nombre de bénéficiaires de la CMU-C (familles) et de l'ACS (retraités), augmentation des minima sociaux. De nouveaux droits vont suivre : généralisation du tiers payant, prime d'activité, compte personnel d'activité, généralisation de la complémentaire santé, ...

FAUX

On vous dit : « La gauche, c'est l'assistanat. »

VRAI

Si par assistanat, on veut dire aider ceux qui en ont le plus besoin, alors oui, nous restons fidèles à ce que nous sommes. Nous croyons en la solidarité. Mais ceux qui utilisent cet argument cherchent surtout à opposer les classes populaires et les classes moyennes. Notre politique vise à sortir de la crise, recréer des richesses pour mieux les partager. L'objectif central de notre politique, c'est le retour de la croissance et la baisse du chômage.

FAUX

On vous dit : « La gauche, c'est la faillite financière. »

VRAI

Cela, c'est Nicolas Sarkozy qui le dit... Le graphique page 4 est parlant. Sous Sarkozy, la dette a augmenté de 650 milliards d'euros en cinq ans. Avec Hollande, le déficit public baisse chaque année. Ces données sont publiques, ce sont des faits vérifiables par chacun.

FAUX

On vous dit : « Gauche / droite, c'est pareil. Vous ne servez à rien. De toute façon, c'est Bruxelles qui décide. »

VRAI

La construction européenne a permis à notre continent de vivre en paix depuis 70 ans (ce qui n'était plus arrivé depuis 2.000 ans). A Bruxelles, chaque pays a son mot à dire sur les décisions qui se prennent. Force est de constater que la France réussit à se faire entendre. Depuis 2012, nous réclamons une réorientation européenne qui prend forme : baisse de l'euro, baisse des taux d'intérêt, plan Juncker de 315 milliards d'euros, maintien des crédits de la PAC.

FAUX

On vous dit : « Le gouvernement étouffe les entreprises. »

VRAI

Enfin, c'est Monsieur Gattaz qui le dit. Avec le CICE et le pacte de responsabilité, le gouvernement mobilise des ressources financières considérables (41 milliards d'euros) pour relancer la compétitivité et l'emploi de nos entreprises. Cet effort doit permettre à nos entreprises de regagner des parts de marché. La banque publique d'investissement permet également de soutenir le développement et les projets des entreprises.

FAUX

On vous dit : « Avec la réforme du collège, la gauche s'attaque aux élèves qui réussissent. »

VRAI

La France n'a eu de cesse de baisser dans les classements éducatifs internationaux. C'est pour enrayer le déclin que nous avons lancé le chantier de la refondation de l'école. Augmentation des temps éducatifs dans le primaire (rythmes scolaires), rétablissement de la formation des enseignants, réforme du collège, création de 60.000 postes : nous nous donnons les moyens d'améliorer le niveau de chaque élève. La droite qui avait supprimé 80.000 postes et diminué le temps scolaire peut-elle en dire autant ?

FAUX

On vous dit : « Les politiques demandent des efforts mais protègent leurs intérêts. »

VRAI

Baisse du salaire du Président de la République et des ministres, fin du cumul des mandats, publication des déclarations d'intérêt des responsables publics : la République exemplaire devient une réalité.